



Les idées simples des États-Unis dans un Orient compliqué.

Par [Pierre Van Grunderbeek](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2019

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Une des caractéristiques de la politique des États-Unis depuis des lustres est qu'elle s'appuie sur sa puissance économique et militaire et qu'elle ne s'encombre pas de subtilités.

Après presque soixante-quinze ans de présence ininterrompue, nombre de d'interventions militaires, de renversements de régimes et d'alliances opportunes, le Moyen-Orient est plus instable que jamais au point que le président Trump, conscient du coût colossal de cette politique, est actuellement tenté par un désengagement complet pour redéployer ses forces dans la zone indo-pacifique bien plus importante pour sauvegarder l'hégémonie étasunienne.



Le pacte du Quincy et la naissance d'Israël.

Ce fut le 14 février 1945, sur le croiseur USS Quincy et au retour de la conférence de Yalta, que le président Roosevelt rencontra le roi ibn Saoud d'Arabie ainsi que le roi d'Égypte et l'empereur d'Éthiopie à l'insu de ses alliés pour débattre de l'avenir de la région.

Le croiseur était ancré dans le lac Amer, au milieu du canal de Suez et bien à l'abri d'une

quelconque velléité ennemie.

L'histoire a surtout retenu le pacte conclu entre le président des États-Unis et le roi ibn Saoud. L'Arabie avait déjà conclu des contrats de fourniture de pétrole avec des compagnies étasuniennes mais les États-Unis garantissaient maintenant la protection du royaume et de la famille royale saoudienne.

Il est à remarquer que le roi ibn Saoud s'opposait dès cette époque à la création d'un foyer national juif en Palestine.

Après l'ouverture des archives, le but de ces discussions apparaît maintenant de façon claire. Il s'agissait de sonder l'opinion des dirigeants régionaux quant à la création d'un foyer national juif en Palestine, d'éloigner les puissances coloniales britannique et française ainsi que l'Union soviétique de la région et d'instaurer une zone d'influence étasunienne.



Le roi Farouk et le président Roosevelt sur le USS Quincy en 1945.

Source : https://www.egyptedantan.com/famille_souveraine/famille_souveraine16.htm

La naissance de l'État d'Israël le 14 mai 1948 sera le premier grain de sable dans l'engrenage du bel avenir que les États-Unis avaient projeté pour eux dans la région.

Le wahhabisme et le nationalisme arabe

Les États-Unis avaient négligé un détail : la famille Saoud n'était qu'une des deux composantes qui se partagent le pouvoir en Arabie. La deuxième, les imams wahhabites, était farouchement hostile à toute concession de terre musulmane à des infidèles. La famille Saoud, prise en étau entre la pression wahhabite et la précieuse protection étasunienne, se mis à concéder des sommes d'argent de plus en plus importantes à la hiérarchie wahhabite pour les amadouer et pour leur permettre d'étendre le salafisme bien au delà des frontières.

Les années 1950 furent aussi marquées par la naissance d'un nationalisme à tendance socialiste dans la région. Des régimes soutenu par l'Occident furent renversés par des coups d'État militaires. Égypte (1952), Irak (1958), Syrie (1963), Libye (1969), Éthiopie (1974)...

L'arrivée du nationaliste Mohammad Mossadegh (1951) comme Premier ministre d'Iran fut une parenthèse jusqu'à son renversement deux ans plus tard.

Ces régimes laïcs constituèrent des remparts contre le salafisme mais furent aussi perçus comme contraire au dessein des États-Unis qui refusèrent dans un premier temps de les soutenir. Ils se tournèrent dès lors vers l'Union soviétique qui mit ainsi pied dans la région.

Se rendant compte de leur erreur, les États-Unis finirent par se rapprocher de ces régimes laïcs, les soutinrent et évincèrent l'Union soviétique de la région à l'exception notoire de la Syrie.



Une organisation sunnite concurrente des wahhabites avait vu le jour en Égypte en 1928 : il s'agissait des Frères musulmans qui voulaient arriver au pouvoir de façon légale en s'appuyant sur les populations déshéritées des campagnes et des banlieues des grandes villes. Ils s'opposèrent, parfois violemment aux régimes laïcs, furent combattus et finalement interdits par ces mêmes régimes.

En 2002, l'AKP de Tayyeb Erdogan arriva au pouvoir en Turquie et les Frères musulmans trouvèrent pour la première fois un accueil favorable si on excepte le Qatar qui fut le premier pays à accueillir des vagues de Frères musulmans dès 1954.

Obama et le discours du Caire

Barack Obama arriva à la présidence des États-Unis et succéda à Georges W. Bush en janvier 2009. Il hérita d'une situation difficile. Les États-Unis étaient haïs par les populations musulmanes à cause de leur guerre en Irak et pour leur indéfectible soutien à Israël. Les dictatures laïques ou religieuses qui gouvernaient les pays de la région et qui avaient soutenu Georges W. Bush étaient détestés par les peuples. La corruption régnait en maître et les dictateurs ne se maintenaient au pouvoir que grâce à de redoutables services de police.

Barack Obama se rendit au Caire le 4 juin 2009 et y prononça un mémorable discours intitulé : « A New Beginning – Un nouveau Départ ».¹ Il cita plusieurs fois le coran et loua les principes de l'islam à plusieurs reprises. Il fut aussi le premier président des États-Unis à parler de la souffrance du peuple palestinien.

Le discours fut bien reçu par tous les musulmans du monde et provoqua un fol espoir en Palestine.

Des années plus tard, la déception sera à la mesure inverse de l'enthousiasme du moment.

Une relecture de ce discours, dix ans plus tard et après 8 ans de politique internationale Obama-Clinton puis Obama-Kerry, fait apparaître clairement que l'idée de voir l'islam modéré arriver au pouvoir dans les pays laïcs de l'Orient y était inscrite en filigrane.

Les Israéliens bloquant toute avancée dans le dossier de la création d'un État palestinien, l'administration Obama crut s'attirer les faveurs du monde musulman en aidant au renversement des dictatures laïques et en favorisant ou en ne s'opposant pas à l'arrivée au pouvoir de musulmans modérés après des élections générales sur le modèle occidental.

Barack Obama pensait que cela installerait des régimes du même modèle que celui de Tayyeb Erdogan en Turquie et qu'ils seraient à l'écoute des intérêts des États-Unis.

Les printemps arabes, d'abord initiés par des élites intellectuelles pro-occidentales, furent rapidement récupérés par l'islamisme politique de l'organisation des Frères musulmans qui était déjà bien implantés dans la région.

C'était une idée simple mais une fois de plus, les États-Unis n'avaient pas pris en compte les intérêts de tous les acteurs de la région.

D'abord, l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe à l'exception du Qatar étaient farouchement opposés à l'islam politique des Frères musulmans pour la bonne et simple raison qu'à terme, ils finiraient par menacer l'existence des familles régnantes de la péninsule arabique et prendre leur place.

Ils ont donc favorisé le coup d'État militaire du maréchal al-Sissi en Égypte et ont soutenu le « maréchal » Haftar contre le gouvernement d'union nationale de Fayez-al-Sarraj, lui-même soutenu par des factions fréristes, la Turquie et le Qatar.

En Irak où la majorité chiite ² détient le pouvoir à Bagdad depuis le départ des troupes étasuniennes en décembre 2011, l'Arabie saoudite soutint la rébellion sunnite mais fini par en perdre le contrôle avec l'apparition de l'État islamique.

En Syrie, l'administration Obama s'était purement et simplement attaquée aux intérêts russes avec les conséquences que l'on sait.

Un autre point que je ne développerai pas trop car il est très complexe est l'existence des tribus qui a été complètement laissé pour compte par les États-Unis.

Mouammar Kadhafi s'appuyait sur une organisation du pays décentralisée avec une large autonomie des tribus. La centralisation administrative qui suivit la mort du « Guide » est tout-à-fait contraire aux traditions locales.

Il en est de même au Moyen-Orient où les frontières furent dessinées lors des accords Sykes-Picot de 1916 sans tenir compte de la réalité tribale, ce qui fait que par exemple des zones tribales sont parfois partagées entre l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie.



La présidence d'Obama qui avait commencé sous des auspices favorables se termina dans la confusion, le chaos et la guerre.

La situation actuelle

La seule réussite de Barack Obama, l'accord nucléaire avec l'Iran, a été déchiré par le président Trump ce qui fait encore un foyer de tension supplémentaire dans la région alors qu'aucune guerre générée par les États-Unis et leurs alliés n'avait pris fin.

Que ce soit en Irak, en Libye, en Syrie ou au Yémen, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient brûlent et presque tous les pays de la région sont impliqués dans une ou des guerres.

C'est le moment qu'a choisi le président Trump pour appuyer le boue-feu israélien avec le transfert de l'ambassade à Jérusalem et la sortie du plan Kushner pour la Palestine !

Il faut reconnaître que jusqu'à présent, le président Trump n'a pas commis d'erreur irréparable, mais a-t-il bien le contrôle de la situation avec le secrétaire d'État Pompeo, le conseiller Bolton et maintenant le nouveau secrétaire d'État à la défense Mark Esper très proche du milieu de l'industrie militaire qui sont des faucons notoires.

De plus, les administrations étasuniennes sont parasitées par l'État profond (Deep State) et ne sont pas sur la même ligne politique que le président dans bien des cas.

Le président Trump fait un show avec la faramineuse commande d'armement de l'Arabie saoudite. Dans ces conditions, éviter un embrasement général tient du miracle... et à la tête froide de Donald Trump.

Conclusion

Les interventions militaires étasuniennes dans la région ont coûté une fortune à leur budget sans autre bénéfice que géostratégique.

Le président Trump, dans sa logique de businessman, pourrait très bien retirer ses troupes de la région et en laisser le contrôle à ses deux principaux alliés locaux, à savoir Israël et l'Arabie saoudite, s'il ne perçoit pas de profit pour son pays.

Pour le moment, il n'y a que l'industrie de l'armement qui tire des bénéfices de cette situation mais est-ce que cela compense les coûts des opérations militaires ?

La pression de l'entourage du président et chez ses alliés régionaux pour le maintien des troupes est très grande mais d'un autre côté, les sondages indiquent que 78 % des Américains [3](#) ne souhaitent pas de guerre avec l'Iran.

Pour le moment, aucun pays ne tire le moindre bénéfice de cette situation. Une nouvelle guerre impliquant l'Iran ne serait pas limitée et signifierait la ruine de toute la région.

D'un point de vue militaire, la Russie et la Chine ne pourraient d'ailleurs pas rester neutres dans cette éventualité.

Il est à noter que les pays qui ont connu des régimes laïcs ont vu l'apparition d'une industrie qui les rend moins dépendants des importations. Ils ont une population beaucoup plus diversément instruite que les populations qui sont sous l'influence wahhabite.

Le cas de l'Iran est remarquable. Ce pays continue à bénéficier de la politique de modernisation que le chah avait lancée dès les années 1960 et est en mesure de développer son propre secteur militaire sans aide extérieure.

L'échec des États-Unis dans la région est patent. Leurs objectifs initiaux ne sont pas atteints et malgré tous les dollars investis, c'est finalement la Chine qui est le premier partenaire économique des pays de la région.

En suivant des politiques incohérentes qui variaient à chaque changement de présidence et où bien souvent le Département d'État, le Pentagone et la CIA poursuivaient des objectifs différents en s'appuyant sur des alliés rivaux, les États-Unis ont perdu leur crédibilité dans la région et ils ne sont plus que des fournisseurs d'armes.

Au Moyen-Orient, tout est toujours indécis, les alliances se font et se défont, votre interlocuteur est souvent versatile et cela n'est pas compatible avec la manière carrée dont les États-Unis négocient.

C'est aussi un échec du libéralisme économique qui a apporté la corruption à grande échelle dans ces pays sans que ceux-ci n'atteignent un niveau de développement acceptable à l'exception de l'Iran qui s'était déjà éloigné de l'influence américaine à l'époque du chah.

Une dernière réflexion pour finir cette conclusion : par ces temps où l'écologie a le vent en poupe et où le changement climatique serait dû à l'activité humaine suivant certains spécialistes, il est paradoxal que les médias mainstream n'évoquent jamais les guerres dans leurs estimations de pollution atmosphérique.

Y a-t-il vraiment urgence climatique ou est-ce que les guerres n'ont pas d'impact sur l'empreinte carbone ?

Pierre Van Gunderbeek

Notes

1. <https://www.lapaixmaintenant.org/discours-d-obama-au-caire-texte/>

2. Le chiisme est considéré comme une hérésie par l'Arabie saoudite et sa hiérarchie religieuse et à ce titre est combattue au même titre que les mécréants.

3. <https://news.gallup.com/poll/265640/americans-war-iran.aspx>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pierre Van Grunderbeek](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Pierre Van Grunderbeek](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca